

# REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE GARE DE RIBEMONT EN GÎTE DE GROUPES

Lieu

Commune de RIBEMONT (02)

Maitre d'Ouvrage

**Communauté de Communes du Val de l'Oise**  
Chemin d'Itancourt, 02240 Mézières-sur-Oise  
Tel: 03 23 66 73 17

Maitre d'Oeuvre



**Sarl ARCHITECTONI**

Hôtel-Dieu - 6/P Place Arnaud BISSON  
02100 SAINT-QUENTIN  
Tél: 03 23 04 20 55 - Fax: 03 23 65 33 75  
architectoni.gauchy@wanadoo.fr

## Règlement de Consultation

Vérifié par:	FC	N° d'affaire:	748	DCE	Echelle:	-	Nature:	PE
Auteur:	MF	Format:	-		Date:	Mai 2018	Numero:	DCE
N° de Dossier:		02-808-18			Date indice:	-	Indice:	RC

Maîtrise d'Ouvrage	CCVO - Chemin d'Itancourt - 02240 Mézières-sur-Oise - Tel: 03.23.66.73.17
Architecte	ARCHITECTONI - Hôtel-Dieu - 6/P Place Arnaud Bisson - 02100 Saint-Quentin - Tel: 03.23.04.20.55
Economiste	Cabinet Pascal LOISON - 31 Rue du Général DE GAULLE - 59110 LA MADELEINE - Tel: 03.28.52.31.74
BET Fluides	FTE Ingenierie - 74 Boulevard Gambetta - 02100 Saint-Quentin - Tel: 03 23 08 45 40
SPS	Pascal HIRSON - 18 Rue POTEL - 02300 VIRY-NOUREUIL - Tel: 03.23.39.77.20
Bureau de Contrôle	SOCOTEC - 2 Avenue Jean Monnet - 02000 Laon - Tel: 03 23 79 26 69

Indice	Date	Modifications
-	-	-

Maître d'Ouvrage:	Maître d'Oeuvre:
-------------------	------------------

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>2</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	2
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	2
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	2
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	2
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	3
2.2 - VARIANTES ET OPTIONS	3
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	3
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	3
<b>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</b>	<b>3</b>
3.1 - MAITRISE D'OEUVRE	3
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	4
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	4
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	4
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>5</b>
5.1 - DOCUMENT A PRODUIRE	5
5.2 - VARIANTES	7
5.3 - USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	7
<b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>9</b>
7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	9
7.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	9
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>11</b>
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	11
8.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.3 - VISITES SUR SITES	11
8.3 - COMPLEMENTES D'INFORMATION	11
8.5 - NEGOCIATIONS	11

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Article premier : Objet et étendue de la consultation

#### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE GARE DE RIBEMONT**

Lieu(x) d'exécution : Rue de la Gare – 02240 RIBEMONT

#### 1.2 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 27,28 et 29 du Décret du 25 juin 2016 Relatif aux Marchés Publics (DRMP).

#### 1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en 10 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Désamiantage
2	Gros œuvre - VRD
3	Structure et Couverture Métallique
4	Couverture
5	Menuiseries Extérieures
6	Plâtrerie - Menuiseries Intérieures
7	Carrelage – Faïence
8	Peinture
9	Plomberie – Chauffage - Ventilation
10	Electricité

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

#### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être modifié (10 mois).

Le planning prévisionnel d'intervention visé au C.C.A.P. est fourni dans le D.C.E.

### 2.2 - Variantes et Options

#### 2.2.1 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Mais ils peuvent également présenter, conformément à l'article 58 du décret relatif aux marchés publics, une offre comportant des variantes respectant les exigences minimales visées par les dispositions du cahier des charges et de ses éventuelles pièces annexes.

Les candidats pourront présenter un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.  
**Les variantes seront obligatoirement accompagnées d'une offre de base.**

#### 2.2.2 - Options

Chaque candidat devra faire une proposition pour les options demandées.

### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 - Mode de règlement du marché

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuels du marché, seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par le maître d'ouvrage.

### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère dont le détail est indiqué dans le C.C.A.P. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du DRMP.

## **Article 3 : Les intervenants**

### 3.1 - Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée par :

**ARCHITECTONI**  
**Hôtel Dieu**  
**6/P Place Arnaud Bisson**  
**02100 SAINT-QUENTIN**

Le maître d'oeuvre est : **Monsieur CAULIER**

La mission du maître d'oeuvre est une mission de base

Le bureau de contrôle est assuré par:

**SOCOTEC**  
2 Avenue Jean Monnet  
02000 LAON

Le représentant du bureau de contrôle est: **Monsieur GOBRON**

La coordination SPS est assuré par:

**HIRSON**  
18 rue Potel  
02300 VIRY NOUREUIL

Le représentant de la coordination SPS est: **Monsieur HIRSON**

### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par : **le maître d'oeuvre**

### 3.3 - Contrôle technique

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 dans les conditions du C.C.A.P.

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau II de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### 3.4.1 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur S.P.S. un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

## **Article 4 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le règlement de consultation

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans leur ensemble
- L'ensemble des pièces graphiques
- Les plannings prévisionnels d'intervention,
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT)
- Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS)
- Le diagnostic avant travaux (amiante)
- Le Cadre de Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) pour les lots 1 à 10
- La notice de sécurité
- La notice d'accessibilité
- La notice descriptive PC
- Les attestations de visite
- La RT.

En application des articles 39,40,41 et 42 du DRMP, les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises sur le site: [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ne fourniront aucun exemplaire papier du DCE

## **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

### 5.1 - Document à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui **dans une seule enveloppe**, comportant les éléments suivants :

#### **Pièces de la candidature:**

1) Les candidats doivent utiliser les formulaires **DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) à jour du 26/10/2016 pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) . Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles 48 et 49 du DRMP :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur indiquant le respect de l'Article 51 du DRMP;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à L.5212.11 du code du travail ;

- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles 50,51,52,53 et du DRMP:

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles 50,51,52,53 et du DRMP:

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

***RC – Réaménagement de l'ancienne gare de RIBEMONT en Gîtes de groupes***

- Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Autres certifications professionnelles (par exemple, certificats qualibat).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

**Pièces de l'offre:**

Un projet de marché comprenant :

- 1) L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- 2) La décomposition du prix global forfaitaire (toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant) pour les lots 1 à 10
- 3) Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- 5) Un mémoire technique indiquant notamment: les effectifs affectés au chantier, les moyens en matériels et les procédés d'exécution, les fournitures et les fournisseurs (matériaux, provenance, documentation et/ou avis technique, etc.), le principe d'organisation, de fonctionnement et d'entretien du chantier, la sécurité et l'hygiène sur le chantier, les moyens de contrôle de la qualité.
- 6) Attestation de visite pour les lots 01, 02 et 04 (Desamiantage, Gros-Œuvre et Couverture)

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

**NOTA :**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'articles 55 du DRMP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

**5.2 -Variantes**

Se référer à l'Article 2.2.1

**5.3 - Usage de matériaux de type nouveau**

Sans objet.

**Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 55, 60,62 et 63 du DRMP et donnera lieu à un classement des offres.

1) Les critères relatifs à la sélection des candidatures sont:

- Garanties et capacités techniques et financières
- Capacité professionnelle

2) Les critères intervenants pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante:

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
<b>1-Prix des prestations</b>	<b>55</b>
<b>2-Valeur technique</b>	<b>45</b>

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.



Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **Critères d'attribution : choix et classement des offres**

L'application de ces critères permet de déterminer « l'offre économiquement la plus avantageuse », en application des articles 62 et 63 du DRMP.

Les critères ci-après définis, pondérés par pourcentage, sont pris en compte pour le choix et le classement des offres :

#### **1. Prix des prestations**

Le prix (montant de l'offre) est noté sur 10. La note 10 est attribuée à l'offre mieux-disant conforme. Les autres offres sont notées suivant la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre étudiée} = \frac{10 \times \text{offre la mieux disante}}{\text{prix de l'offre étudiée}} \times 0,55$$

La note ainsi obtenue est une note pondérée par 55%.

En cas d'erreurs de report, de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans l'état des prix forfaitaires puis rectifiées, pour le jugement des offres c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement et l'acte d'engagement n'est pas pris en compte.

#### **2. Valeur technique**

Chaque sous-critère suivant est noté sur 10 points et affecté d'un pourcentage :

- Effectifs totaux affectés au chantier : 10 %
- Moyens en matériels et procédés d'exécution : 15 %
- Fournitures et fournisseurs (matériaux, provenance, documentation et/ou avis technique, etc.) : 15 %
- Principe d'organisation, de fonctionnement et d'entretien du chantier : 30 %
- Sécurité et hygiène sur le chantier : 15%
- Moyens de contrôle de la qualité : 10 %
- Proposition du candidat en matière d'insertion professionnelle ("clause sociale") : 5%

Pour ce dernier sous-critère, il ne s'agit pas d'exposer la politique générale de l'entreprise en matière d'insertion et de formation professionnelles mais de préciser les mesures qui seront prises dans le cadre du présent marché, pour répondre de façon concrète, aux indicateurs de la qualité de l'exécution de la clause sociale, à savoir, par exemple, les mesures prises par l'entreprise pour assurer ou faire assurer l'accompagnement socioprofessionnel des salariés en insertion, les modalités de formation ou encore le suivi de la progression des compétences.

Pour chaque sous-critère l'entreprise obtient une note sur 10, selon la grille de notation suivante :

- 0 point lorsque aucune disposition n'est prévue,
- 2 points lorsque la proposition est très éloignée,
- 5 points lorsque les dispositions prévues sont moyennement développées (sujet traité de manière trop général et/ou éléments manquants ou incomplets),
- 8 points lorsque les dispositions prévues sont adaptées mais insuffisamment complètes ou approfondies,
- 10 points lorsque les dispositions prévues sont pleinement satisfaisantes (c'est-à-dire adaptées, complètes et approfondies).

Le total de ces notes ainsi obtenues est pondéré par 45 %.

La note finale résulte de l'addition des notes pondérées pour chaque critère (1 et 2), pour obtenir une note finale /10. L'offre qui obtiendra le plus de points sera retenue. En cas d'égalité des points, le critère du prix prévaudra pour départager les candidats.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

## **Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### 7.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p><u>Offre pour :</u></p> <p><b>REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE GARE DE RIBEMONT</b></p> <p><b>Entreprise :.....</b></p> <p><b>Lot n° .....</b></p> <p><b>NE PAS OUVRIR</b></p>
--

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

L'offre peut être envoyée par la Poste par envoi recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**Communauté de Communes du Val de l'Oise**  
**Service Marchés Publics**  
**1 Chemin d'Itancourt**  
**02240 MEZIERES-SUR-OISE**

ou déposée contre récépissé à l'adresse ci-dessus du lundi au vendredi, de **9 h 00 à 12 h et de 14 h 00 à 17 h**. Aucun pli ne sera accepté le samedi.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs sous réserve que ceux-ci aient mentionnés lisiblement leur adresse sur le pli, sinon ils seront archivés par la CCVO.

Le pli précité doit contenir l'enveloppe également cachetée et portant le nom et l'adresse du candidat ainsi que la mention "**REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE GARE DE RIBEMONT**" et le numéro du lot pour lequel il candidate.

### 7.2 – Transmission électronique

En application des articles 39,40,41 et 42 du DRMP, les candidats ont la possibilité de déposer les plis par voie électronique sur la plateforme dématérialisée: [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com). Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur (pièces de la candidature et de l'offre).

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Dans le cas d'une transmission par voie électronique, les candidatures et les offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code Civil (alinéa 2 de l'article 3 du décret du 30 avril 2002).

Sont acceptés par la CCVO les certificats de signature électronique faisant partie des familles de certificats référencés par le MINEFI et accessibles à l'adresse suivante: <http://www.economie.gouv.fr/>

Le candidat peut effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

Les supports relatifs à la candidature et à l'offre (à titre de copie de sauvegarde) seront contenus dans une enveloppe fermée, portant la mention suivante : « copie de sauvegarde de la candidature et de l'offre. NE PAS OUVRIR » ainsi que le nom du candidat, son adresse et l'identification de la procédure concernée. La copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis et à l'adresse indiqués dans le présent règlement.

Il appartient au candidat de traiter tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre par un antivirus régulièrement mis à jour. Conformément au décret du 30 avril 2002, tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Format WORD (.doc) dont la version est au minimum WORD 6.0
- Format EXCEL (.xls) dont la version est au minimum EXCEL 5.0
- Format ACROBAT (.pdf) dont la version est au minimum ACROBAT 4.0

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

## Article 8 : Renseignements complémentaires

### 8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

**Renseignement(s) administratif(s) :**

Communauté de Communes du Val de l'Oise  
Service Marchés Publics  
Mr DELZENNE Fabrice  
1 Chemin d'Itancourt  
02240 MEZIERES-SUR-OISE  
Téléphone : 03.23.66.73.17  
Courriel : [contact@ccvo.fr](mailto:contact@ccvo.fr)

**Renseignement(s) technique(s) :**

ARCHITECTONI  
M. CAULIER Francis  
Hôtel Dieu  
6/P Place Arnaud Bisson  
02100 SAINT-QUENTIN  
Téléphone : 03.23.04.20.55  
Télécopie : 03.23.65.33.75  
Courriel:  
[architectoni.gauchy@wanadoo.fr](mailto:architectoni.gauchy@wanadoo.fr)

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 8.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

### 8.3 - Visites sur sites

Visite OBLIGATOIRE pour les lots 01 (Désamiantage) 02 (Gros-Œuvre / VRD) et 04 (Couverture).

**Les visites seront organisées sur place les mercredi 30 mai et 6 juin de 9h30 à 11h30.**

### 8.4 – Compléments d'information

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 8.5 – Négociations

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de négocier avec les entreprises le 13 Juin à partir de 9h00 à la Communauté de Communes du Val de l'Oise.